

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 05/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**LOGIS DE LA LIGNOLLE\_Fabrice MAUFFRAS**

Lignolle  
16290 Moulidars

Références : 2026\_679\_UbD16-86\_Env

Code AIOT : 0007206726

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2026 dans l'établissement LOGIS DE LA LIGNOLLE\_Fabrice MAUFFRAS implanté Lignolle 16290 Moulidars. L'inspection a été annoncée le 08/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel des installations classées pour la protection de l'environnement. Cet établissement fait l'objet d'inspection tous les 7 ans.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LOGIS DE LA LIGNOLLE\_Fabrice MAUFFRAS
- Lignolle 16290 Moulidars
- Code AIOT : 0007206726
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est principalement spécialisé dans la distillation d'alcools de bouche d'origine agricole. L'établissement bénéficie de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 5 février 2018 qui accorde le droit à exploiter les installations suivantes :

- une distillerie de 4 alambics ayant une charge totale de 80 hl, soit 48 hl d'AP/j (rubrique 2250 régime E)
- un chai de stockage d'alcools d'une capacité maximale de stockage de 100 m<sup>3</sup> (rubrique 4755 régime DC)
- un stockage de gaz d'une capacité de 17 t (rubrique 4718 régime DC)
- une cuverie de stockage de vins d'une capacité maximale de 6000 hl (rubrique 2251 régime D)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 05/02/2018, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Désenfumage distillerie	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Appareils électriques distillerie	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 20	Demande d'action corrective	1 mois
4	Réserve incendie	Arrêté Préfectoral du 05/02/2018, article 2.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Aire de chargement/déchargement	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 30	Demande d'action corrective	3 mois
6	Bassin à vinasses	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 58	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Prélèvement d'eau	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 33	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
9	Permis feu	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 23	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Rétention distillerie	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 27	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
11	Local de vie du distillateur	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
13	Électricité chai	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.6	Demande d'action corrective	3 mois
15	Rétention du chai	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.8	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
17	Système arrosage cuve propane	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 4.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Vérifications et maintenance des	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 26	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	matériels de sécurité		
12	Groupe froid	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Sans objet
14	Mise à la terre réservoirs métalliques	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.7	Sans objet
16	Accès cuve de propane	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 3.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite, il est attendu des justificatifs de la part de l'exploitant pour attester de la conformité réglementaire des installations (exemple : désenfumage, validation des moyens en eau par le SDIS, réfrigération en circuit fermé, caractère pare-feu de la porte du local du distillateur ....)

Il est attendu que l'exploitant transmette un porter à connaissance à l'administration pour déclarer les nouvelles cuves de stockage d'alcools de bouche se trouvant dans l'ancien chai de vinification et pour déclarer le forage qui alimente les besoins en eau du site.

Parmi les actions correctives à mettre en œuvre, l'exploitant doit impérativement et dans les meilleurs délais équiper la cuve de propane d'un système d'arrosage d'eau raccordé et aménager l'aire de dépotage conformément aux exigences réglementaires (rétention, prise de terre...). **A défaut de mise en œuvre dans des délais raisonnables, des suites administratives de type mise en demeure pourront être proposées.**

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/02/2018, article 1.2.1			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, volumes d'activités			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Capacité des installations	régime
2250-2	Production par distillation d'alcools de bouche d'origine agricole, la capacité de production exprimée en équivalent alcool pur étant : 2. Supérieure à 30 hl/j , mais inférieure ou égale à 1300 hl/j	Capacité totale de charge des alambics : 80 hl  soit 48 hl AP/j	E
4755-2b	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. 2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40 % : la quantité	100 m <sup>3</sup>	DC

	susceptibles d'être présente étant : b) supérieure ou égale à 50 m <sup>3</sup>		
4718-2b	Gaz inflammable liquéfiés de catégorie 1 et 2 et gaz naturel. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Pour les autres installations : b) supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	17 t	DC
2251-B-2	Préparation, conditionnement de vins. B. Autres installations que celles visées au A, la capacité de production étant : 2. Supérieure à 500 hl/an mais inférieure ou égale à 20 000 hl/an	6 000 hl	D
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les installations autorisées par l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 5 février 2018 n'ont pas évolué : 4 alambics d'une charge totale de 80 hl sont en place dans la distillerie. Le chai de vieillissement a une capacité de stockage de 100 m<sup>3</sup>. La cuve de propane de 17 t est toujours en place et la capacité de stockage vins ne dépasse pas 6 000 hl.</p> <p>Cependant, il a été constaté dans l'ancien chai à vins, la présence de cuves inox dédiées au stockage d'alcools : une cuve d'une capacité de 165 hl dédiée à la réserve climatique et deux cuves de capacité 200 hl dédiées à la réception des eaux-de-vie nouvellement distillées en attente de leur transfert soit dans le chai de vieillissement soit vers un autre site. Avec ces stockages, la QSP d'alcools sur site reste bien en deçà des 500m<sup>3</sup> et l'activité demeure classée sous le régime de la déclaration pour la rubrique 4755.</p>			
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant adresse à l'inspection un porter à connaissance présentant ces nouveaux stockages d'alcools et présentant la conformité de cette installation à l'arrêté préfectoral du 18 juin 2008 fixant les prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration avec contrôle périodique sous la rubrique 4755 (ex rubrique 2255).</p>			
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites			
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant			
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois			

## N° 2 : Désenfumage distillerie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>
Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de

<p>fumées et de chaleur (DENFC), conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto-commande).</p> <p><b>N.B :</b> lors de la visite de 2019, il avait été constaté et demandé les éléments suivants :  "Les DENFC ne sont qu'à ouverture manuelle, alors qu'ils doivent être à ouverture automatique et manuelle.  Les travaux de mise aux normes devront être faits avant la prochaine campagne de distillation. Une copie des factures sera envoyée à l'inspection."</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué avoir mis en place une commande automatique aux dispositifs de désenfumage présents au sein de l'unité de distillation, sans fournir de justificatifs.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection les justificatifs attestant la mise en place de la commande automatique des systèmes de désenfumage de l'unité de distillation (facture, documentation technique décrivant le système de désenfumage).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

### N° 3 : Appareils électriques distillerie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 20</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les appareils utilisant de l'énergie électrique (pompes, brasseurs...) ainsi que les prises de courant situés à l'intérieur des distilleries sont au minimum de degré de protection égal ou supérieur à IP 55.</p> <p><b>N.B :</b> lors de la visite de 2019, il avait été constaté et demandé les éléments suivants :  "L'exploitant fera vérifier si l'onduleur situé dans la distillerie est bien IP 55 avant la prochaine campagne de distillation. Dans le cas contraire, l'exploitant devra soit l'évacuer ou proposer une autre solution. L'exploitant en informera l'inspection."</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'onduleur qui avait été constaté, lors de la précédente inspection, avait un degré de protection inférieur à IP55.  L'exploitant a indiqué avoir déplacé l'onduleur en dehors de la distillerie dans un local technique dédié. Lors de la visite, il a été constaté que l'onduleur était placé dans l'ancien chai de vinification où sont stockées la réserve climatique et les cuves de réception des eaux-de-vie nouvellement distillées (le requis IP 55 pour les installations électriques est également une</p>

nécessité dans les chais / zones de stockage d'alcools). L'exploitant a indiqué que cet entreposage est transitoire en attente de l'évacuation de l'onduleur vers un local technique.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant ne doit pas stocker l'onduleur dans l'ancien chai de vinification, dans lequel sont stockés des eaux-de-vie. Il le déplacera dans le local dédié et le justifiera à l'inspection des installations classées.  A défaut, l'onduleur doit être mis en conformité et répondre au requis IP 55 <i>a minima</i> .
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Réserve incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/02/2018, article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le site dispose de deux réserves incendie de 50 et 70 m <sup>3</sup> équipées d'une aire stabilisée. Les emplacements et les réserves incendie sont validés par les services du SDIS. Cette prescription précise l'article 21 de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 susvisé.  <b>N.B:</b> lors de la visite de 2019, il avait été constaté et demandé les éléments suivants : "L'exploitant devra faire valider par les services du SDIS ses réserves incendie avant le 30 juin 2019. L'exploitant adressera une copie de la fiche de validation à l'inspection."
<b>Constats :</b>  Suite à des échanges avec le SDIS, l'exploitant a installé deux poteaux incendie reliés à trois citernes d'eau de 500 hl. La ressource en eau dédiée à la défense incendie du site est supérieure aux 120 m <sup>3</sup> requis. Les poteaux et les citernes n'ont pas fait l'objet d'une réception du SDIS.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant justifiera à l'inspection que les poteaux incendie délivrent un débit de 60 m <sup>3</sup> /h et fera valider les poteaux et les citernes au SDIS, par la mise en place d'un essai de mise en aspiration par un engin du SDIS.  L'exploitant précise également les modalités qu'il compte mettre en œuvre pour s'assurer que les 3 réserves de 50 m <sup>3</sup> sont bien maintenues en eau en toutes circonstances.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Aire de chargement/déchargement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 30
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie et pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles fixées à l'article 28. Le chargement/déchargement des véhicules citernes ne peut être effectué en dehors d'une aire aménagée à cet effet.  <b>NB :</b> lors de l'inspection de 2019, il avait été constaté et demandé les éléments suivants : "L'exploitant ne dispose pas d'une aire de chargement et déchargement reliée à une rétention de 30 m <sup>3</sup> . Cet équipement devra être réalisé avant la prochaine campagne de distillation. Une copie des factures sera envoyée à l'inspection"
<b>Constats :</b>  Le dépotage des alcools est réalisé dans la cour à un emplacement qui n'est pas correctement aménagé à cet effet (absence de rétention, aire non étanche...). L'écart observé en 2019 perdure.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit aménager l'aire de dépotage conformément aux présentes prescriptions : elle doit être reliée à une rétention équivalente à la capacité du plus gros camion admis, être étanche et équipée d'une prise de terre dédiée aux citernes mobiles de dépotage.  <b>A défaut de mise en œuvre dans des délais raisonnables, des suites administratives de type mise en demeure pourront être proposées.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : Bassin à vinasses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 58
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  ....Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés. .... Le stockage des vinasses est étanche et résistant aux agressions chimiques et thermiques des effluents. L'exploitant vérifie régulièrement et au moins une fois par an l'état de l'étanchéité du stockage.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué qu'il ne réalise plus d'épandage. Désormais, toutes les vinasses sont envoyées pour traitement chez REVICO. Le stockage des vinasses est réalisé dans un bassin d'une



<p>capacité de 500 hl et clôturé.</p> <p>L'exploitant a présenté un document qu'il a renseigné et signé, à l'attention de REVICO présentant le volume de vinasses qu'il a produites lors de la campagne 2025/2026. Durant cette campagne 2220 hl ont été déclarées à REVICO.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il réalise une vérification visuelle de la bonne étanchéité du bassin une fois par an après avoir vidé et nettoyé le bassin.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection le registre présentant les vinasses qui ont été transportés chez REVICO pendant la campagne de distillation 2025/2026.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 7 : Prélèvement d'eau

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 33</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, prélèvement d'eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>....</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'eau utilisée sur le site est issue d'un forage. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les volumes prélevés car le forage n'est pas équipé d'un compteur totalisateur.</p> <p>Un clapet anti-retour est en place et a été constaté sur la prise d'eau d'eau.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra équiper le forage d'un dispositif de mesure totaliseur.</p> <p>Il transmettra un porter à connaissance à l'inspection pour déclarer le forage et les prélèvements du site: celui-ci doit préciser les volumes annuels projetés, ainsi que le débit maximum instantanée ainsi que les prélèvements moyens journaliers et hebdomadaires. Il devra décrire le forage (profondeur, nom de la masse d'eau capté...) et donnera tout élément d'appréciation permettant d'évaluer sa conformité réglementaire (cf arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration relevant de la rubrique 1.1.1.0).</p>

<p>Le forage doit être déclaré sur la base de données du sol et du sous-sol (BSS gérée par le BRGM) : <a href="https://www.nouvelle-aquitaine.developpement-durable.gouv.fr/declaration-de-forage-sondage-article-l-411-1-du-a9457.html">https://www.nouvelle-aquitaine.developpement-durable.gouv.fr/declaration-de-forage-sondage-article-l-411-1-du-a9457.html</a> Le code qui sera attribué au forage devra être communiqué à l'inspection.</p> <p>Pour rappel, dans la mesure où le site est en zone ZRE (zone de répartition des eaux), le débit instantané de prélèvement ne peut pas dépasser 8 m³/h, sauf à classer cette activité sous le régime de l'autorisation environnementale ce qui devra faire l'objet d'une régularisation administrative.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 8 : Vérifications et maintenance des matériels de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, par exemple) ....</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection seules ont été contrôlées les vérifications des systèmes de désenfumage et des extincteurs. L'exploitant a présenté un rapport daté du 13 janvier 2026 établi par la société IPSI Sécurité incendie concernant la vérification des extincteurs et des trappes de désenfumage. Le rapport conclut que les essais fonctionnels sont satisfaisants.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Permis feu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » (pour une intervention sans flamme et sans source de chaleur) et éventuellement d'un « permis de feu » (pour une intervention avec source de chaleur ou flamme) et en respectant les consignes particulières définies par l'exploitant. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées. Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation</p>

<p>sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure. En dehors du foyer des unités de distillation, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas établi de consignes particulières concernant les travaux par point chaud et ne dispose pas d'un modèle de permis feu, ni de modèle de permis d'intervention.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit établir une consigne particulière concernant les travaux par point chaud et mettre en place un modèle de permis feu et permis d'intervention à délivrer en cas de tels travaux. Il transmettra les modèles à l'inspection une fois établis et devra utiliser des permis de feu en cas d'activités par point chaud (meulage, soudage, découpe...).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 10 : Rétention distillerie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 27</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque pollution</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>....</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Des seuils sont présent au niveau des portes excepté sur la porte qui donne sur la cour.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en place un seuil au niveau de la porte qui n'en est pas équipé et justifiera que la rétention est suffisante en termes de capacité (doit garantir un volume de rétention de 40 hl).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 11 : Local de vie du distillateur**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Local de vie du distillateur : le local de vie du distillateur est séparé de la distillerie et des installations de stockage d'alcool par une porte EI 30 et dotée de seuil ou de caniveau évitant tout écoulement d'alcool. Le local possède une issue vers l'extérieur.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que la porte séparant la distillerie du local des distillateurs est EI 30. Un seuil est aménagé au niveau de cette porte pour éviter que les écoulements accidentels de la distillerie ne se répandent dans le local.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant justifiera que la porte séparant la distillerie du local des distillateurs est EI 30. Si elle ne répond pas à cette caractéristique, il convient de la remplacer avec une porte EI 30.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 12 : Groupe froid**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité. La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente. La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.
<b>Constats :</b>  Une vignette, conforme à la présente prescription est visible sur le groupe froid et atteste son étanchéité. La date de validité du contrôle d'étanchéité est fixée à septembre 2026.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 13 : Électricité chai

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un interrupteur général, bien signalé et protégé des intempéries, permet de couper l'alimentation électrique des installations de stockage, sauf celle des moyens de secours et de sécurité. Il est installé à proximité d'au moins une issue et à l'extérieur de l'installation de stockage. Un voyant lumineux extérieur signale la mise sous tension des installations électriques des installations de stockage autres que les installations de sécurité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un interrupteur général est présent un niveau d'une des portes de sortie à l'intérieur du chai. Le chai n'est pas équipé du voyant lumineux signalant la mise sous tension des installations électriques.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en place un voyant lumineux à l'extérieur du chai signalant la mise sous tension des installations électriques du chai de vieillissement.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant doit aménager l'interrupteur permettant de couper l'alimentation électrique du chai à l'extérieur du chai.</p> <p>Des justificatifs attestant la réalisation de ces travaux doivent être transmis à l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 14 : mise à la terre réservoirs métalliques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie et explosion
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les cuves en inox stockant de l'alcool de bouche (cuve climatiques + les deux autres cuves de</p>

l'ancien chai de vinification) sont reliées à la terre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : rétention du chai**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque de pollution
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout récipient contenant de l'alcool est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100% de la capacité du plus grand récipient,</li> <li>- 50% de la quantité susceptible d'être présente des récipients associés à la rétention.</li> </ul> <p>En cas d'incendie, les effluents débordant de la cuvette de rétention ne doivent pas se diriger vers :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la propriété des tiers,</li> <li>- un réseau souterrain public,</li> <li>- des bâtiments habités ou occupés par des tiers,</li> <li>- d'autres installations de stockage,</li> <li>- les points d'eau des services de secours.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le chai est équipé de seuils au niveau des portes pour garantir une rétention interne.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit justifier que suivant les caractéristiques des seuils et de la surface du chai de vieillissement, le volume de rétention requis (50 m<sup>3</sup>) est disponible. Il précisera où se dirigent les débordement et mettra en œuvre les mesures nécessaires pour éviter que les débordement ne se dirigent vers : la propriété de tiers, un réseau souterrain public, des bâtiments habités ou occupés par des tiers, d'autres installations de stockage, les points d'eau des services de secours.</p> <p>Dans le cadre du porter à connaissance demandé au point de contrôle N°1 l'exploitant devra préciser comment le stockage des alcools se trouvant dans l'ancien chai de vinification sont mis en rétention.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 16 : Accès cuve de propane**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, fuite ou explosion
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>3.2. Contrôle de l'accès</p> <p>I.-Les personnes non habilitées par l'exploitant n'ont pas un accès libre au stockage. De plus, en l'absence de personnel habilité par l'exploitant, le stockage est rendu inaccessible (clôture de hauteur 2 mètres avec porte verrouillable ou dispositifs verrouillables).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'accès à la cuve de gaz est protégé par une clôture et un portail d'accès maintenu fermé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 17 : Système arrosage cuve propane**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 4.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, fuite ou explosion</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>C.Stockage en réservoirs aériens</p> <p>Les moyens de secours sont au minimum constitués de :</p> <p>....</p> <p>- pour les réservoirs de capacité déclarée supérieure à 15 tonnes, d'un système fixe d'arrosage raccordé ;</p> <p>....</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La cuve n'est pas équipée d'un système d'arrosage raccordée à déclencher en cas d'incendie pour permettre le refroidissement de ladite cuve.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en place un système d'arrosage fixe au niveau de la cuve de propane considérant le risque de fuite et d'explosion.</p> <p>Dans le cas où la cuve contient du gaz à l'instant présent (période entre deux campagnes de distillation), le système d'arrosage fixe doit être installé dans les plus brefs délais et au plus tard dans un délai de 3 mois.</p> <p>Dans le cas où la cuve ne contient pas de gaz, le système d'arrosage fixe doit être installé au plus tard avant le début de la prochaine campagne de distillation, soit dans un délai de 6 mois.</p> <p>En l'absence du système d'arrosage dans les deux délais précédents, l'exploitant doit maintenir la cuve de gaz vide et ne peut pas l'utiliser.</p> <p>L'exploitant informera l'inspection des suites données et transmettra les justificatifs de la mise en place du système d'arrosage (photos, factures...).</p> <p><b>A défaut de mise en œuvre dans des délais raisonnables, des suites administratives de type mise en demeure pourront être proposées.</b></p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois